Extrait du Journal:

Adresse:

Date:

La Vie protestante, Genève

1.1. Jan. 1952

JURA BERNOIS

Eglise et Etat dans le canton de Berne

MISE AU POINT DU CONSEIL SYNODAL

Le problème des relations entre l'Eglise et l'Etat, dans le canton, a été soulevé durant l'année 1951, non seulement devant le Synode et le Grand Conseil bernois, mais ses répercussions ont été grandes dans la Suisse tout entière.

A la fin de l'année, le Conseil synodal a rédigé une circulaire qui précise le point de vue de l'Eglise avant et après la parution de la brochure du Directeur des cultes, M. M. Feldmann. Nous donnons aujourd'hui l'essentiel de la déclaration acceptée à l'unanimité par le Synode de juin 1950, soit un mois avant la publication de M. le Directeur des Cultes.

... Nous reconnaissons l'ordre établi par la Constitution cantonale, par la loi sur les cultes et par la Constitution de l'Eglise. Nous respectons la délimitation des compétences qui y est indiquée; nous veillons à faire respecter et nous savons apprécier les devoirs et les libertés qui y sont inscrits.

2. A l'adresse des autorités de l'Etat et de tous ceux qui s'occupent de politique, nous relevons que l'Eglise réformée évangélique a toujours tenu compte du sentiment démocratique et de liberté de notre peuple comme aussi de la structure de l'Etat qui en découle, ce que prouve la propre organisation de l'Eglise où se retrouvent les mêmes formes, tant dans les paroisses que dans l'Eglise dans son ensemble... Ainsi l'Eglise réformée évangélique est une des assises spirituelles de toute démocratie vivante. Nous reconnaissons aussi que l'Etat poursuit à travers l'histoire et non pas sans luttes, des buts hautement louables: la justice, la paix intérieure, la liberté individuelle, la charité, la culture. Toutes ces valeurs sont des biens que nous savons apprécier et dont nous attendons un progrès constant. S'ils étaient menacés par suite d'un effondrement spirituel ou par un danger extérieur, l'Eglise n'hésiterait pas à faire appel à toutes les forces capables de les défendre. La loi sur les cultes de 1945 a donné à l'Eglise de nouvelles possibilités de se développer. Si depuis lors elle a pu entreprendre beaucoup de choses nouvelles, il ne faut donc pas prétendre que l'Eglise se détache de l'Etat, mais bien plutôt qu'elle a saisi les occasions qui lui étaient offertes.

3. Sur le rôle de l'Etat et de ses institutions, le Conseil synodal déclare ce qui suit: D'après la Sainte Ecriture (Ex. 18:13-27; Ex. 21 à 23; Es. 34; Rom. 13:1-7; 1 Pi. 2:13-17) c'est la volonté de Dieu qu'un peuple vive selon les lois qu'il se donne dans l'Etat... Etant citoyen de l'Etat, le chrétien usera de ses droits dans un esprit d'obéissance envers Dieu. En se gardant de toute soumission aveugle envers le pouvoir civil, l'Eglise, consciente de la mission que Dieu a confiée à l'Etat, lui témoignera un intérêt vigilant et intercédera pour lui.

Un conflit entre l'Etat et l'Eglise sur des questions de principe ne peut surgir, à notre avis, que dans le cas où les autorités ou des

partis politiques visant à la dictature essaieraient, avec les moyens dont dispose l'Etat, de répandre et d'imposer une idéologie en contradiction avec l'Evangile, soit sur des points particuliers, soit d'une manière générale. Que la lutte soit alors inévitable, l'histoire nous l'apprend. Dans ce cas, il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. Nous ne voyons pas qu'un conflit de ce genre puisse éclater.

Si l'on nous demande de définir notre politique ecclésiastique — pour autant que l'on puisse employer ce mot — nous répondrons qu'elle est conditionnée par les circonstances où nous vivons. Nous sommes une Eglise aux aspects divers: bilingue, s'étendant au-delà des limites du canton, composée de paroisses très dissemblables et, disons-le ouvertement, une Eglise où coexistent des tendances théologiques différentes. Ce qui importe pour la vie de l'Eglise bernoise, c'est que, malgré cette diversité, une collaboration soit possible dans la reconnaissance de ce qui unit, pour remplir la mission qui nous est commune... Ces dernières années, le Conseil synodal s'est efforcé de répartir équitablement les charges entre les paroisses grandes et riches et les pauvres, qui ne sont pas toujours les plus petites, mais qui luttent durement. Pendant ces 30 dernières années, on a bâti 36 temples et, en dix ans, 50 postes de vicaire ont été créés. Ces chiffres ont leur éloquence! L'Etat a su apprécier cet effort et il l'a largement encouragé en transformant ces vicariats en postes auxiliaires ou titulaires. Nous saisissons l'occasion qui nous est offerte pour dire à l'Etat notre gratitude. Les prestations de l'Etat en faveur de l'Eglise ôtent à celle-ci de gros soucis. Nous sommes donc d'autant plus tenus d'employer les ressources dont nous disposons en propre pour des œuvres de charité en faveur de notre peuple. A ceux qui ressassent que l'argent vient de l'Etat nous faisons remarquer qu'il vient du peuple.

Le Conseil synodal aimerait terminer sa déclaration en affirmant que c'est avoir de l'Eglise une vue tronquée que de lui enlever sa forme visible et de restreindre son activité aux individus. Le Christ ne veut pas une Eglise invisible. Il n'est pas resté à l'écart dans le riant village de Nazareth, il s'est rendu à Jérusalem, la capitale du pays, siège de toutes les puissances ennemies. C'est pourquoi il y a eu lutte, et qu'il y a eu une croix. Il veut une Eglise qui ose se montrer et se faire entendre, qui est campée dans ce monde, et qui au besoin entre en lutte contre les puissances de l'argent, de la force brutale, de la stupidité ou du moindre effort. C'est une Eglise visible que le Christ a lancée dans le monde le jour de la Pentecôte, et c'est dans ce monde qu'elle doit rester. Jésus a dit à son Eglise: Celui qui me confessera devant les hommes je le confesserai aussi devant mon Père qui est dans les cieux. Voilà la seule mesure avec laquelle il faut mesurer le travail de l'Eglise.